



HAL
open science

Quelles connaissances ont les étudiants de la médecine préventive universitaire ?

Juliette Hontebeyrie

► **To cite this version:**

Juliette Hontebeyrie. Quelles connaissances ont les étudiants de la médecine préventive universitaire ?. La Revue de Santé Scolaire et Universitaire, 2020, 11 (66), pp.24-30. 10.1016/j.revssu.2020.10.008 . hal-03095983

HAL Id: hal-03095983

<https://hal.science/hal-03095983>

Submitted on 15 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Dothead Pratique

Sous-dothead Établissements

Quelles connaissances ont les étudiants de la **médecine préventive universitaire** ?

Juliette Hontebeyrie

Maître de conférences en sociologie,
responsable d'études du master 1 Intervention et développement social,
directrice du département politiques sociales et de santé publique

Laboratoire d'études et de recherche en sociologie (UBO-EA 3149),
Université Bretagne-Sud,
Maison de la recherche,
4 rue Jean-Zay, BP 92116,
56321 Lorient cedex, France

Adresse e-mail : juliette.hontebeyrie@univ-ubs.fr (J. Hontebeyrie).

Résumé

Une enquête par questionnaire a été conduite auprès d'étudiants de l'université Bretagne-Sud – campus de Lorient, inscrits de la licence 1 au doctorat ou à l'Institut universitaire de technologie. Elle visait à appréhender le degré de connaissance qu'ont ces étudiants du service de médecine préventive situé sur leur campus, à identifier les usages qu'ils en font, à connaître leur avis et, enfin, à mettre en évidence les améliorations qu'ils sont susceptibles de proposer pour "leur" médecine préventive.

© 2020

Mots clés – étudiants ; médecine préventive ; santé ; université

Summary à traduire

© 2020

Keywords à traduire et à lister par ordre alphabétique

La Révolution française marque les prémices de l'intégration des questions de la santé et de la médecine préventive au sein des écoles primaires [1]. Instituée plus tardivement dans l'enseignement supérieur, elle occupe une place de plus en plus importante dans le paysage universitaire [2]. Aujourd'hui, alors que « *chaque université organise [...] une protection médicale au bénéfice de ses étudiants* » [3], l'observatoire Expertise prévention pour la santé des étudiants réalise depuis le milieu des années 2000 des études régulières sur la santé des étudiants [4]. Pourtant, les services de médecine préventive universitaire (SMPU) restent peu étudiés [5,6], alors que l'entrée dans l'enseignement supérieur provoque des ruptures en matière de santé [7].

En complément de ces éclairages et d'observations réalisées auprès d'autres étudiants [8], cette étude interroge les relations qu'entretiennent les étudiants de l'Université Bretagne-Sud¹ (UBS) du campus de Lorient avec les SMPU. Cette enquête quantitative vise à enrichir la connaissance et les usages qu'ils en font, l'appréciation qu'ils portent sur celle-ci, ainsi que sur les pistes d'amélioration qu'ils souhaitent.

T1 Méthode

T2 La population de l'étude et le recrutement de l'échantillon

L'enquête a été réalisée auprès d'étudiants de formation initiale fréquentant en 2017-2018 le campus de Lorient de l'UBS. Parmi eux, 1 395 étudiants sur 3998 [9] sont en lettres, langues, sciences humaines et sociales (LLSHS) ; 1 046, en sciences et sciences de l'ingénieur (SSI) ; 790, à l'Institut

universitaire technologique (IUT) et 167, à l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Bretagne-Sud² (Ensibs). Auxquels il faut ajouter les doctorants, peu nombreux, mais impossibles à distinguer selon leur lieu d'études (Vannes ou Lorient), et retrancher les étudiants de l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE), peu présents à Lorient car souvent en stage.

Un échantillon d'un tiers de cette population totale a été interrogé, en tenant compte de la répartition dans chaque filière des étudiants par année (plus du tiers est en première année de licence [L1]) et par sexe. En effet, si 56 % des étudiants de l'UBS de Lorient sont des garçons, 90 % des ceux de la filière action sociale ou de la L1 lettres modernes (deux filières de LLSHS) sont des filles. À l'inverse, en SSI, près de trois quarts sont des garçons, plus de 80 % à l'Ensibs ou l'IUT et 92 % pour deux sections de l'IUT.

T2 L'élaboration, la passation et la saisie des questionnaires

Le questionnaire a été élaboré dans le cadre de travaux dirigés "Méthode d'enquête" 2^e année de licence (L2) Action sociale et santé (ASS), en collaboration avec les étudiants, qui l'ont également testé, puis modifié avant sa version finale.

Les passations ont eu lieu sur les trois pôles du campus de l'UBS à Lorient : campus Lettres, Sciences et IUT, entre fin novembre et début décembre 2017. Les questionnaires ont été distribués par des groupes de trois ou quatre étudiants de la L2 ASS à un tiers des filles et des garçons de la promotion interrogée, choisis de manière aléatoire, avant ou après un cours, généralement dans la salle de ceux-ci.

T2 Le traitement des données

Les étudiants d'ASS ont ensuite saisi sous Sphinx Plus² (v.5.1.0.7) les questionnaires et le jeu de données est considéré par Sphinx comme de bonne qualité. Le taux global de remplissage des questionnaires³ est de 86,9 % (dont quatre questions avec un taux inférieur à 50 %) et moins de 1,5 % de l'échantillon n'a répondu qu'à la moitié du questionnaire.

Les étudiants interrogés ont formulé des réponses assez concentrées dans certaines modalités et assez homogènes pour les 25 variables fermées uniques, avec un coefficient de concentration⁴ de 43. Le taux de 34 % de remplissage des réponses aux questions fermées multiples⁵ est considéré comme satisfaisant. Les réponses aux questions à échelle sont riches : la richesse individuelle moyenne pour les variables fermées à échelle⁶ est de 54 %, indice d'une utilisation de toute la palette des réponses possibles, même si certains donnent des réponses un peu systématiques. Cependant, la longueur moyenne des questions ouvertes textes est assez faible : 3 caractères, malgré 2 lignes à disposition.

T1 Résultats

T2 Les caractéristiques de l'échantillon interrogé

Au total, 981 étudiants ont été interrogés. Pour chaque question traitée, les réponses sont systématiquement calculées à partir de ceux y ayant répondu, d'où un effectif total parfois inférieur à l'effectif total interrogé. Ainsi, 964 ont répondu à la question de genre, répartis en 408 étudiantes (42,3 %) contre 556 étudiants (54,7 %).

Le campus de l'UBS de Lorient est majoritairement jeune : 76,6 % d'étudiants en licence, dont 43,8 % en L1 et plutôt masculins (55,7 % de garçons) (*tableaux 1 et 2*).

T2 La médecine préventive, indissociable de l'université

T3 L'expression "médecine préventive" connue

Les premières questions abordaient la connaissance générale de la médecine préventive : « Avez-vous déjà entendu le terme "médecine préventive" ? Si oui, où et comment ? » Environ 84 % (sur 952) des étudiants de l'UBS de Lorient ont déjà entendu le terme "médecine préventive", sans différence significative selon l'année, le « oui » oscillant entre 82,9 % (3^e année) et 88,3 % (4^e année).

TEG1 Les réponses des étudiants sont significativement différentes selon leur sexe. Un étudiant garçon sur 5 (20,4 %) déclare ne jamais avoir entendu cette expression, contre 10,2 % pour les filles (16,1 % au global). Les filles ayant déjà entendu parler de la médecine préventive sont 8,9 fois plus

nombreuses que celles qui n'en ont jamais entendu parler, soit 3,9 fois plus pour les garçons. La probabilité qu'une fille ait connaissance de la médecine préventive est 2,25 fois plus élevée que pour un garçon (*odds ratio* : 2,25).

TEG1 Les étudiants associent fréquemment la médecine préventive à un cadre éducatif⁷ (82,8 % des réponses), le plus souvent l'université, parfois le lycée ou le collège. Les médias, bien qu'en deuxième position, ne regroupent que 6,3 % des réponses, suivis par le travail (parfois cité en parallèle de l'université : 3,7 % des réponses) et la famille (2,8 % des réponses).

Par ailleurs, quelques réponses ponctuelles éclairent la façon dont certains associent médecine préventive et université : lors de l'inscription ou de la rentrée, d'interventions humaines réalisées par le service de médecine préventive (sensibilisation, conférence, semaine à thèmes), de communications par mail ou *via* l'espace numérique de travail (ENT), voire de panneaux d'affichage ou de flyers, ou encore de la visite médicale.

Enfin, le cadre d'étude semble jouer, par exemple lorsque des contre-indications médicales existent, comme dans certaines formations de l'IUT.

T2 La médecine préventive, un service aux contours flous

T3 L'existence du service

Bien connue dans sa dimension générique, puisque 84 % des répondants en ont entendu parler, l'association courante médecine préventive-université est moins bien appréhendée dans sa déclinaison concrète, de terrain. À la question « *Savez-vous s'il existe un service de médecine préventive dans votre université ?* », moins d'étudiants répondent et seulement un peu plus de 7 sur 10 (71,6 %, 847 répondants) disent savoir qu'il existe un service de médecine préventive dans leur propre université.

Les filles répondent plus que les garçons, 380 réponses sur 408 observations pour les filles, 458 réponses pour 556 observations pour les garçons (2 étudiants sans précision de sexe). Et les garçons répondent ici aussi moins souvent « *oui* » que les filles : 67,7 % disent savoir que ce service existe au sein de leur université (76,1 % pour les filles). La différence est particulièrement forte en 1^{re} année, puisque 41,1 % des étudiants répondent négativement à la question (contre 25,6 % des filles de L1 ou équivalent).

En outre, pour les garçons, la différence est significative selon les années. Ceux qui disent ne pas savoir s'il existe un service de médecine préventive dans leur université sont surreprésentés en 1^{re} année (41,1 %), et, à l'inverse, sous-représentés en 2^e année (21,4 % d'entre eux), avec une moyenne s'établissant à 32,3 %.

T3 La localisation du service

TEG1 Moins de la moitié (47,8 %) des 851 étudiants disent savoir où se trouve le service de médecine préventive (questions : « *Savez-vous où est situé le service de médecine préventive de l'université ?* » et « *Si oui, pouvez-vous indiquer cet endroit : campus, lieu sur le campus ?* »). Il existe une forte variation selon les années : d'un peu plus de 30 % de « *oui* » en 1^{re} année, à environ 45 % en 4^e année, puis aux alentours de 60 % (un peu moins en 2^e et 3^e années, un peu plus en 5^e année). Ainsi, les années de recrutement (L1 puis première année de master [M1]) sont marquées par les taux les plus faibles.

Et, en première année, les garçons répondent trois fois plus souvent « *non* » (105 « *non* » pour 35 « *oui* »), 1,62 fois plus pour les filles (61,8 % d'entre elles répondent « *non* »), tandis que la différence entre première et la deuxième années est significative pour les garçons, mais pas pour les filles.

TEG1 Pourtant tous les étudiants qui ont déclaré savoir où est situé le service de médecine préventive ne savent pas le localiser. Seulement 335 étudiants (155 filles et 180 garçons) indiquent un lieu, en général correctement, à savoir au sein du campus Sciences, avec parfois une localisation assez précise (bâtiment des sciences n° 2, en face/à côté de l'amphi, au fond, à l'arrière...). Mais d'autres sont erronées et/ou floues⁸ : « *Paquebot* », « *Kerjulaude, mais pas exactement* », « *pas*

exactement », « *non* »... L'effectif qui connaît réellement l'emplacement de la médecine préventive est donc surévalué.

En cohérence avec les précédents résultats, les étudiants de première année savent le moins bien localiser la médecine préventive : seuls 21,7 % des inscrits en L1 donnent une réponse, contre environ 40 % en 2^e, 3^e et 4^e années et 50 % en 5^e année.

La localisation de la médecine préventive par les étudiants interrogés est donc significativement dépendante de l'année dans laquelle ils sont inscrits (avec une probabilité de se tromper de 0,047 %, *p-value* : 0,000473).

T3 Les missions de la médecine préventive

Cumulant plus de 2 700 propositions à cette question à choix multiples (« *De quels services peut-on bénéficier ?* »), 555 étudiants (56,6 % de l'effectif) ont décliné leurs réponses (*tableau 3*).

Presque tous les répondants (97,8 %) citent le service « *d'écoute (entretien avec un-e psychologue)* », puis l'accompagnement médical (78,3 %) ou social (75,7 %), et moins fréquemment celui du handicap (53,5 %) ou les consultations de sevrage (47,6 %). En tout cas, ils savent que ce service ne délivre pas d'ordonnances (88,6 %).

T3 Les professionnels de la médecine préventive

À la question « *Selon vous, parmi la liste suivante, quels professionnels composent le service de la médecine préventive ?* », 616 étudiants ont identifié différents types de professionnels, proposant un peu moins de 2 300 réponses, mais 228 déclarent ne pas les connaître (*tableau 4*).

Les médecins généralistes sont cités par 81,7 % des étudiantes, suivis des psychologues (71,6 %) puis des assistantes sociales (61 %). À l'autre extrémité, les services de spécialités médicales sont peu mentionnés : 8,9 % des personnes interrogées pour les spécialités hors gynécologie, *idem* pour les autres professions de santé – hors infirmière (51,3 %).

T3 Le coût de la médecine préventive

Plus de 200 étudiants, parmi les 839 qui se sont exprimés sur la question « *Combien coûtent les services de la médecine préventive ?* », disent ne pas savoir si ces services sont gratuits ou payants ; 538 indiquent qu'ils sont gratuits, 97 disent que « *ça dépend des services* » (14,9 % de ceux qui savent) et 15 affirment qu'ils sont payants.

T2 La médecine préventive, peu sollicitée mais appréciée

T3 Les modalités de contact

Il a été demandé si les étudiants « *sav[aient] comment contacter ce service, et si oui, [de] préciser* » le moyen ; 179 réponses – ouvertes puis codées en question fermée à choix multiples – ont été exploitées⁹ d'après les réponses données par les 268 étudiants affirmant savoir comment contacter le service de médecine préventive. Près de la moitié des réponses (49,2 %, soit 88) regroupent les contacts par ordinateur, incluant les déclinaisons autour d'Internet, de l'e-mail, de l'ENT et du site de l'UBS. Le téléphone est mentionné dans 34,1 % des réponses (61).

Et, tandis que 30 étudiants citent ces deux moyens simultanément, 22 déclarent également que l'on peut se rendre sur place : « *aller taper à la porte* » ou « *se présenter* », les autres réponses étant marginales (« *accueil* », « *secrétariat* »...).

T3 Les motifs de consultation

Les étudiants devaient ensuite répondre à la question « *Avez-vous personnellement déjà été en contact avec la médecine préventive ? Et si oui, pour quelle(s) raison(s) ou dans quel cadre ?* ».

Seulement 625 d'entre eux y ont répondu, dont une proportion de filles significativement plus élevée (264 garçons ont déclaré un contact personnel avec la médecine préventive).

En outre, ce contact se focalise presque exclusivement sur une visite médicale : 248 réponses dont une vingtaine d'étudiants ayant dit ne pas avoir eu de contact avec la médecine préventive. La modalité suivante, « *renseignements* », n'est donnée que par 33 répondants (dont 15 qui

mentionnent également être venus pour la visite médicale). Viennent ensuite de façon marginale et décroissante les consultations psychologiques (une vingtaine de réponses), et, avec au plus 10 réponses, les infections sexuellement transmissibles, la délivrance de certificats, les addictions, la contraception et la nutrition.

T2 La médecine préventive, des projets à construire ?

T3 L'adaptation des services aux besoins

Parmi les 757 étudiants ayant répondu à la question « *Pensez-vous que les missions de la médecine préventive soient adaptées aux étudiant·e·s ?* », plus de 30 % n'ont pas d'avis (232 réponses), et 412 (78,5 % des étudiants qui se sont exprimés) se déclarent satisfaits : 328 « *plutôt* » et 84 « *tout à fait* ». Mais 70 étudiants (13 %) émettent un avis nuancé : « *ça dépend des missions* », et 43 (8,8 %) déclarent ne pas être satisfaits.

T3 De nouvelles missions à envisager

Pour la question « *Si la médecine préventive devait mettre en place de nouvelles missions, indiquez par lesquelles vous seriez intéressé·e ?* », 81 étudiants seulement ont fait une ou des propositions relatives aux nouvelles missions de la médecine préventive qu'ils souhaiteraient voir mises en place, dont « *sauver les abeilles* » et 23 variantes autour de « *je ne sais pas* », « *aucune* » ou « *rien* ». Les réponses exploitables se déclinent dans plusieurs registres différents : les modalités concrètes de ces missions, les axes de santé à privilégier ou les personnels susceptibles d'être impliqués dans ces missions. Le plus souvent mentionnées, les modalités de la mise en œuvre des missions de la médecine préventive renvoient à l'aspect humain et aux échanges y afférents : conférences, interventions, débats, discussions, sensibilisations, prévention ou accompagnement, ces premières modalités renvoyant aussi aux moyens de communication associés : e-mails, prospectus ou affiches, nouvelles technologies, voire une « *campagne moderne* ». L'accent est également mis, parfois simultanément, sur le souhait de pouvoir contacter des professionnels de santé variés : infirmière (« *un service au Paquebot, au moins une infirmerie* »), ostéopathe, cardiologue, opticien et assistante sociale (« *j'ai souhaité voir l'assistante sociale une à deux fois ; elle ne m'a jamais répondu car elle n'était pas là* »), avec quelques requêtes visant à voir la médecine préventive se délocaliser vers le campus Lettres (ou au « *Paquebot* »).

De plus, certaines thématiques de santé sont citées : d'abord la sexualité (8 fois), avec des modalités relatives au dépistage (de maladies sexuellement transmissibles [MST]), à la distribution de préservatifs, voire « *parler IVG* ». Puis les thèmes tabac, alcool, drogues, souvent associés (5 références), auxquels s'adjoignent parfois les festivités ou soirées festives (3 mentions).

T3 La communication à améliorer

« *Pensez-vous que la médecine préventive devrait donner plus d'informations sur ses missions ?* » Ils sont 669 à avoir répondu, dont 92,5 % positivement, tandis qu'environ 200 étudiants déclarent ne pas avoir d'avis sur la question.

Les étudiantes qui veulent des informations complémentaires sur ces missions sont 20,4 fois plus nombreuses que celles qui n'en souhaitent pas plus (4,7 %, contre 9,8 % des garçons). Pour ces derniers, le ratio est de 9,3. Ainsi, sur le campus universitaire de Lorient, la probabilité qu'une fille veuille plus d'informations à propos de la médecine préventive est 2,20 fois plus élevée que pour un garçon.

Par ailleurs, la part des étudiants souhaitant des informations additionnelles croît avec l'année d'inscription, à l'exception des étudiants inscrits en 5^e année ou plus, passant de 90,9 à 95,8 % (sans différence significative).

T1 Discussion

T2 L'effet de genre, voire parfois du cadre d'études

De façon cohérente avec le fait que les femmes fréquentent plus souvent les médecins que leurs homologues masculins [10], les étudiantes du campus de Lorient connaissent mieux la médecine

préventive que les étudiants. Plus fréquemment, elles ont entendu le terme “médecine préventive”, connaissent l’existence de ce service au sein de leur université, savent le localiser ou y ont eu recours. Cette différence, particulièrement forte en début de cursus, s’amenuise avec les années, les étudiants améliorant leurs connaissances progressivement au cours des années qu’ils passent sur le campus.

Pourtant, d’autres variables peuvent jouer à contresens des résultats précédents. Effectivement, le cadre d’études semble influencer le lien université-médecine préventive, en particulier lorsque existent, dans certaines formations, des contre-indications médicales. Ainsi, bien que très nettement majoritaires à l’IUT, les garçons y sont relativement bien informés de la présence d’un service de médecine préventive.

Par ailleurs, l’effet “discipline” peut avoir créé un biais de confusion en ce qui concerne les étudiants les plus avancés dans leur cursus. En effet, la grande majorité des étudiants inscrits en master 2, et surtout en doctorat (5^e année ou plus), le sont en sciences “dures”, dans les bâtiments où se situe le service de médecine préventive. De ce fait, ils connaissent peut-être plus la localisation du service de médecine préventive que les autres.

T2 Un service aux actions et/ou la localisation méconnue

TEG1 Sur le site internet de l’UBS, le service de médecine préventive organise sa page de présentation en commençant par indiquer « *consultations médicales, écoute, aide sociale... le service de médecine reçoit, conseille, informe et oriente les étudiants en fonction de leurs besoins* » [11].

Respectant cet ordre, les modalités des consultations médicales sont ensuite précisées, puis les conditions pour un « *entretien avec une psychologue clinicienne* », qui ne reçoit que sur rendez-vous. Enfin le « *service social étudiant* » est cité, pour lequel il est précisé qu’est assurée une permanence quotidienne sur le campus de Lorient.

TEG1 Cependant, les étudiants citent d’abord le service « *d’écoute (entretien avec un-e psychologue)* », devant « *l’accompagnement médical (médecin)* » et « *l’accompagnement social (avec un-e assistant-e social-e)* ». Par ailleurs, peu parmi eux semblent savoir qu’une des missions de ce service porte sur « *l’accompagnement du handicap* » et sur « *la rédaction d’un certificat médical préconisant l’aménagement des examens* » dont certains ont besoin (situation de handicap), bien que cela soit indiqué à la première ligne de ses activités. Le nombre et/ou la proportion d’étudiants en situation de handicap méconnaissant leurs droits sont-ils alors aussi importants que le sont les étudiants en général ? De ce fait, certains aménagements ne manqueraient-ils pas d’être mis en œuvre, par méconnaissance ?

TEG1 En outre, les erreurs dans la localisation du service sur le campus interrogent la capacité des étudiants ayant fourni une réponse erronée à en mobiliser les services. Enfin, le fait que certains répondants pensent que ce service est payant, entièrement ou partiellement, ou ne sachent pas s’il est gratuit, peut expliquer qu’ils ne le fréquentent pas.

T2 Un travail de communication nécessaire

Il est d’ailleurs sans doute plus par méconnaissance que par manque d’intérêt que près du tiers des étudiants interrogés n’a pas affirmé que la « *médecine préventive devrait donner plus d’informations sur ses missions* ». En effet, répondre à la question supposait non seulement d’en connaître l’existence, mais également d’être averti du contenu de ses missions. Or, les étudiants de sexe masculin, qui en savent moins que les étudiantes sur la médecine préventive, souhaitent le moins fréquemment disposer d’informations supplémentaires. Tout comme les étudiants inscrits le plus récemment, donc les moins à même de connaître le fonctionnement de l’UBS, souhaitent le moins souvent avoir des informations complémentaires. Ne pas savoir ce qu’englobe le vocable “médecine préventive” ne semble alors pas reposer sur une carence en termes de diffusion d’informations, comme si les étudiants ne se sentaient, *a priori*, pas vraiment concernés.

À ce titre, un travail de communication, d’information sur les missions exercées par le service de médecine préventive apparaît d’autant plus important, d’une part, parce que cela est demandé par ceux qui le connaissent, d’autre part, parce que familiariser les autres étudiants, peu informés,

apparaît comme nécessaire. Ne pourrait-on pas imaginer que le service vienne se présenter au moment de la rentrée, au moins dans les années où le recrutement est important (L1 et M1) ?

T1 Conclusion

Fréquentant le campus lorientais de l'Université Bretagne-Sud, près de mille étudiants, de toutes années et inscrits dans des disciplines variées, ont été interrogés au sujet du service de médecine préventive implanté dans leur campus.

Bien qu'indissociable du cadre universitaire, le vocable "médecine préventive" n'est cependant pas connu de tous, et par une part moins importante dès que l'on cherche à en préciser les contours. En effet, des différences importantes existent, par exemple selon le sexe des étudiants, en termes de connaissance générale, de localisation ou des services rendus. En outre, les étudiants, filles ou garçons, pensent parfois trouver des services qui n'existent pas (la délivrance d'ordonnances), citent presque tous un service qui est relativement peu disponible (la consultation avec un psychologue) ou ne savent pas systématiquement qu'ils peuvent bénéficier d'un accompagnement par un médecin, alors même qu'ils ont l'obligation d'avoir une visite médicale au cours de leur premier cycle d'études. Une partie d'entre eux pense que certains services sont payants. En outre, peu nombreux sont ceux à savoir comment prendre contact avec ce service, ceux qui l'ont fait l'ont quasiment exclusivement fait pour se soumettre à la visite médicale obligatoire.

En fait, peu prolixes quand il s'agit de donner leur avis sur l'adéquation entre les missions de la médecine préventive et leurs besoins en tant qu'étudiants, ceux-ci semblent ainsi peu concernés par l'existence de ce service dédié, qu'ils le connaissent peu et/ou mal. D'ailleurs, les étudiants les plus informés, bien que peu nombreux, souhaiteraient voir mettre en place de nouvelles missions (des interventions autour des thématiques de la sexualité et/ou tabac, alcool, drogues).

La mise en œuvre d'actions de prévention et de promotion en santé sur des thématiques dont les étudiants disent explicitement qu'elles les concernent (sexualité, alcool, tabac, drogues) pourrait alors contribuer à les impliquer précocement et durablement dans le suivi de leur propre santé.

Déclaration de liens d'intérêts

L'auteur déclare ne pas avoir de liens d'intérêts.

Notes

¹ Université Bretagne-Sud. www.univ-ubs.fr/fr/index.html.

² Données établies à partir des effectifs donnés par le service de scolarité centrale de l'UBS.

³ Le taux de remplissage correspond à la moyenne du pourcentage de questions effectivement remplies, calculée pour l'ensemble des répondants.

⁴ Le coefficient de concentration est le calcul de la différence moyenne pour chaque question fermée entre la modalité la plus citée et la modalité la moins citée. Il est donc compris entre 0 et 100.

⁵ Le taux de remplissage des questions fermées multiples indique le pourcentage des modalités disponibles utilisées en moyenne par les répondants.

⁶ La richesse individuelle moyenne indique le pourcentage des échelons disponibles utilisés en moyenne par les répondants.

⁷ La question était une question ouverte. Outre les réponses non remplies, ont été exclues les réponses du type « *je ne sais pas/plus* ». Cinq cent trente-six réponses ont été exploitées, les étudiants ayant la liberté de choisir leur réponse. Les « *autres* » réponses représentent 1,9 % de l'ensemble.

⁸ Le « *Paquebot* » et « *Kerjulaude* » sont les noms des deux bâtiments dans lesquels ont lieu les cours de l'UFR LLSH.

⁹ Ont par exemple été exclues les réponses imprécises du type « *prise de rendez-vous* » (8 modalités) ou « *oui* » (25 modalités) sans autre précision sur les modalités du contact, ainsi que les « *non* » (92 modalités).

Références

- [1] Ezzedine N, Gay D, Leulier AM, et al. Les assistant(e)s de service social de l'Éducation nationale. Laon: Canopé – CRDP de l'Aisne; 2008.
- [2] Le Mestre-Simon C. Les origines de la médecine préventive universitaire en France de 1920 à 1940. *Hist Sci Med* 1984;18(4):369-74.
- [3] Décret n° 2008-1026 du 7 octobre 2008 relatif à l'organisation et aux missions des services universitaires et interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé. www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2008/10/7/ESRS0815497D/jo/texte.
- [4] Kergutuil G, Souveton N, Zaroukian A. Un observatoire pour étudier l'état sanitaire et social du milieu étudiant. *RSSU* 2011;2(7):19-20.
- [5] Baudier A, Szeftel G, Dobbels D. Santé et conditions de vie des étudiants 2011-2012. Enquête nationale et synthèses régionales. Paris: Rue des Écoles; 2012.
- [6] Observatoire national de la vie étudiante. La santé des étudiants. Enquête nationale conditions de vie des étudiant-e-s 2016. 2017. www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2018/11/La_sante_des_etudiants_CdV_2016.pdf.
- [7] Portal M. Entrée dans la vie étudiante, des ruptures en matière de santé. *RSSU* 2011;2(7):10-1.
- [8] Vétois L. Santé des étudiants et médecine préventive universitaire. *RSSU* 2015;6(35):30-2.
- [9] Université Bretagne-Sud (UBS). Rentrée universitaire de l'UBS 2017-2018. Mardi 5 septembre 2017. Dossier de presse. www.univ-ubs.fr/_attachments/media-article-4/DOSSIER%2520DE%2520PRESSE%25202017-2018.pdf?download=true.
- [10] Montaut A. Santé et recours aux soins des femmes et des hommes. Premiers résultats de l'enquête Handicap-Santé 2008. *Études et Résultats* 2010;(717):1-8.
- [11] Université Bretagne-Sud (UBS). Santé & handicap. www.univ-ubs.fr/fr/vie-des-campus/campus/sante-handicap.html.

Logo_Hontebeyrie.jpg (à placer dans la marge au niveau du titre, attention à ne pas décaler la première ligne auteur)

© green2/stock.adobe.com

Tableau 1. Répartition des étudiants interrogés en fonction de leur année d'études.

Année d'université	Répartition des répondants (nombre)
1 ^{re} année	33,5 % (323)
2 ^e année	21,1 % (203)
3 ^e année	22,0 % (212)
4 ^e année	13,4 % (129)
5 ^e année ou plus	10,0 % (96)

Total : 100 % (963).

Tableau 2. Répartition des étudiants selon leur genre et leur année d'études.

	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e ou plus	Total
Féminin	35,7 % (145)	19,0% (77)	19,2% (78)	15,0% (61)	11,1% (45)	100% (406)
Masculin	31,6 % (175)	22,7% (126)	24,2% (134)	12,3% (68)	9,2% (51)	100% (554)
Total	33,3 % (320)	21,2% (203)	22,1% (212)	13,4% (129)	10,0% (96)	100% (960)

Tableau 3. Services dispensés par le SMPU selon les étudiants.

Selon vous, à la médecine préventive de l'université, de quels services peut-on bénéficier ?	Nombre de réponses	Fréquence
D'écoute (entretien avec un-e psychologue)	543	20,1 %

D'accompagnement médical (médecin)	435	16,1 %
D'accompagnement social (avec un·e assistant·e social·e)	420	15,5 %
D'accompagnement du handicap	297	11,0 %
De consultations de sevrage (tabac, alcool, drogues...)	264	9,8 %
De dépistage (sida...)	241	8,9 %
De consultations (blessures, maladies...)	225	8,3 %
De suivi administratif (aménagement d'examens...)	213	7,9 %
De délivrance d'ordonnances	63	2,3 %
Autre(s)	3	0,1 %
Total	2 704	100%

SMPU : services de médecine préventive universitaire.

Tableau 4. Professionnels exerçant au SMPU selon les étudiants.

Selon vous, parmi la liste suivante, quel·le·s professionnel·le·s composent le service de la médecine préventive ?	Nombre de réponses	Fréquence
Médecin généraliste	503	22,0 %
Psychologue	441	19,3 %
Assistant·e social·e	376	16,4 %
Infirmier·ère	316	13,8 %
Tabacologue	221	9,7 %
Secrétaire ou personnel administratif	216	9,4 %
Gynécologue	112	4,9 %
Autre médecin spécialiste	55	2,4 %
Dentiste	25	1,1 %
Kiné	24	1,1 %
Total	2 289	100%

SMPU : services de médecine préventive universitaire.

